

impac

SPÉCIAL

8^e CONGRÈS
filpac cgt

• jeudi 26 novembre 2015
CPPAP : 0715 S 07535
numéro
5

**DOCUMENT
D'ORIENTATION /
PAGES 2-9**

**Débats sur
le document
d'orientation**



INTERVENTION / PAGE 9
Le bon équilibre



PORTRAIT / PAGE 11
**Franck Sailliot,
« Lutter contre la
cessation d'activité »**



L'ÉDITO

Le jour d'après

PAR JEAN GERSIN

Le message est limpide. Et personne au monde ne peut le brouiller. Plus de 95 % des votes se sont portés sur le document d'orientation présenté par la direction sortante. Ainsi toute la Filpac Cgt veut rassembler pour revendiquer, construire la solidarité et la conscience de classe, choisir son camp et vaincre l'austérité. C'est un fait. Et un vote d'espoir.

La signification ne peut souffrir la moindre ambiguïté. Alors que tout hurle à l'entrée dans l'union sacrée pour la guerre et l'union économique pour la compétitivité, la Filpac Cgt a déterminé son choix en toute indépendance et va s'orienter, de cette façon, vers le syndicalisme de combat et la transformation sociale.

Car le juge de paix, l'arbitre des élégances, ce ne sont pas les joutes oratoires et les jeux de rôles convenus, mais la réalité. Elle requiert lucidité et courage. La société de guerre sociale a basculé dans la société en guerre tout court. Voilà pourquoi les conflits subalternes ont pesé de peu de poids quand il s'est agi d'orientation de fond.

C'est dire que la responsabilité particulière des délégués est de faire vivre cette orientation, de façon que le dire et le faire deviennent unité. Demain ne doit pas être un autre jour, mais le jour d'après. ●

DOCUMENT D'ORIENTATION

RASSEMBLER POUR REVENDIQUER

SYNTHÈSE DE LA RÉDACTION

RÉCIT INITIATEUR N° 1

Paris, 30 mars 2015 - avenue George-V, à deux pas du « Fouquet's », le Symposium des patrons de l'imprimerie de labeur et du papier tourne court. Macron et Rebsamen se sont prudemment décommandés. Les CRS enveloppent la salle jusque dans le parking souterrain. Devait être construit un constat partagé entre patrons et syndicats pour agir dans l'union, en faisant abstraction des destructions d'usines et d'emplois. Faire les intelligents, en effaçant le présent social et son cortège de licenciements pour suggérer un syndicalisme asservi, acceptant de ne parler que de l'argent de ces beaux messieurs du patronat ?

Les syndicats de la Filpac Cgt, aux côtés de ceux d'ArjoWiggins et de Chapelle-Darblay, avaient choisi de battre le pavé, de chanter et scander les revendications des salariés. Le tout accompagné de salves de papier comme jamais n'en connut la prestigieuse avenue adjacente des Champs-Élysées. Un symposium de rue, avec la présence signalée des syndicalistes dirigeant la Fédération nationale des industries chimiques.

Une réussite... mais pas assez de monde solidaire, et des critiques surgissent sur le choix effectué - fallait-il y siéger ? Menons le débat d'orientation, c'est l'une des fonctions majeures du congrès.

Nadia Slimani,
secrétaire générale du Syndicat
du Livre et de la Communication Cgt
de Strasbourg

Chers camarades, après analyses et débats concernant le document d'orienta-



tion, les militants du syndicat du Livre de Strasbourg font un triste constat. Même si nous sommes en accord sur l'état des lieux qui est exposé dans le document d'orientation, l'impulsion nécessaire et attendue par les militants et délégués dans les entreprises n'est pas au rendez-vous, ou ne répond pas à nos attentes. Nous faisons le constat unanime d'un projet défensif, vide de perspectives d'avenir. Les salariés subissent tous les jours les contraintes du système et sont

conscients de ce qui leur tombe dessus. Les questions et inquiétudes soulevées dans nos ateliers et services sont d'une autre nature :

Quelle est la vision Filpac de la presse de demain ? Quelle sera l'évolution des métiers dans nos secteurs ? Quel modèle de distribution sera encore présent demain ? L'évolution du numérique ne devrait-elle pas faire partie d'un chapitre à part entière ? Trop de points restent ignorés dans le document que nous serons ame-

DOCUMENT D'ORIENTATION

nés à voter aujourd'hui. Nous sommes malheureusement livrés à nous-mêmes avec une fédération qui ne brille que par son absence et son silence... ou pire, certains membres du Cen n'hésitent pas à « alimenter et informer » l'Unsa aux DNA dont le seul « travail » est d'affaiblir la Filpac et de diviser les personnels ! Il ne nous semble pourtant pas avoir lu dans les documents une éventuelle fusion Unsa Filpac !

Le lock-out vécu chez nos camarades du journal *l'Alsace* était une attaque d'une telle ampleur que nous ne pouvions un seul instant imaginer que la fédération ne bougerait pas le petit doigt. Un an est passé et malheureusement nous ne pouvons toujours pas nous expliquer pourquoi l'organe fédéral n'a rien fait. Comment la fédération compte-t-elle nous aider à mettre en place un projet qui permettra de maintenir les deux journaux alsaciens après les délais de l'Autorité de la concurrence ? Et après la mise en place des régions nouvelles qui pourrait être accompagnée d'un journal unique pour cette grande région ? et peut-être dans toutes les nouvelles régions ! Est-ce l'une des préoccupations fédérales ? Allons-nous devoir attendre que la Bfcm touche à un accord ou un acquis pour essayer d'avoir un semblant de soutien fédéral ? L'annonce de la sortie du Spqr ne suffit-elle pas pour mettre en place une riposte ? La coordination Cgt *Alsace-DNA* mise en place se réunit régulièrement pour débattre des différentes problématiques et construire un projet porteur d'avenir qui permettra d'y associer toutes les catégories. Les réunions du pôle Presse nous permettent également d'avoir un réel travail de réflexion ; mais là également, les résultats se font attendre, les intentions et propositions ayant beaucoup de mal à passer la porte de certains titres ! Malheureusement, toutes ces absences de perspectives encadrées et impulsées par la fédération nous incitent à voter contre ce document d'orientation.

Nous souhaitons, à l'issue de ce congrès, une fédération présente sur toutes les problématiques qui nous pèsent, une fédération capable de construire des projets, une fédération de proximité et non une fédération uniquement anti-Valls ou anti-Hollande, et anti-CFDT ; une fédération qui sait se saisir de ce qui préoccupe réellement les salariés de nos entreprises.

David Rousselle Pop Sip Cgt

La politique menée actuellement par notre gouvernement, rythmée par les desiderata du Medef, nous oblige à avoir une réflexion globale pour nos secteurs. Ces industries connaissent plus que jamais et de façon quotidienne des destructions de sites, de capacité de production et d'emplois. A ce titre, le numérique ne doit pas être considéré comme une révolution technologique



Selon différentes études, le grand digital détruirait d'ici à 2020 un minimum de 3 millions d'emplois, en plus des prévisions classiques !

David Rousselle
(Pop Sip Cgt)



n'affectant que la presse et l'information. Selon différentes études, le grand digital détruirait, d'ici à 2020, un minimum de 3 millions d'emplois, en plus des prévisions classiques !

On nous demande donc de nous adapter à tous les niveaux : pas assez formé... hop une formation ; pas assez rentable... vite une réorganisation ; enfin pas assez digital... le chômage par « obligation » ! Voici rapidement résumée la réflexion d'un bon nombre de dirigeants, tout ceci agrémenté d'une culpabilisation permanente du salariat. Mais l'Etat n'est pas en reste, la logique des aides à la presse est conditionnée aux restructurations, à la réduction des masses salariales, à la compétitivité et aux seuls investissements du numérique, encore lui...

Pour autant, le Sip Cgt, loin de rester dans le marasme dans lequel certains voudraient nous maintenir, a exigé contre toute réorganisation l'obligation de rapatrier de la charge de travail existante, et moderniser, voire créer, les outils nécessaires.

Si les aides à la presse doivent être réformées, elles doivent s'adosser à une nouvelle législation voire le dévoilement de cette masse financière empêche tout support à la filière papier – mal dirigées, mal utilisées – un cadre législatif est nécessaire, voir essentiel, en s'aidant des structures collectives de filière et en privilégiant l'innovation éditoriale. Ainsi, nous devons définir de nouvelles orientations économique pour nos entreprises, l'idée récente d'un modèle économique basé sur des fondations à but non lucratif permettrait, par exemple, la possibilité d'investissement consé-



quent, avec la garantie d'un maintien des dividendes au cœur même de l'entreprise.

De même, la nécessité d'adapter l'outil syndical aux nouvelles frontières de notre industrie est primordial. En ce moment, les organisations patronales du travail revendiquent l'impression des quotidiens de presse et les imprimeries de presse s'ouvrent au marché du travail. L'effacement de ces frontières se traduit par des tentatives patronales d'opposer les salariés des deux secteurs. La volonté du Sip Cgt de conditionner les restructurations de nos entreprises à la modernisation de celles-ci, nous permet aujourd'hui d'exiger l'investissement dans des outils périphériques (têtes numériques, matériels de finitions) afin d'apporter une réelle valeur ajoutée au support papier.

De même la constitution d'un réseau d'imprimeries, moyens industriels indispensables au service de l'information, du pluralisme et de la démocratie, éviterait la mise en concurrence des salariés, la course mortelle au moins-disant tarifaire et social. Nous devons construire un cadre social efficace, opératoire et non formel, applicable à l'ensemble des formes de presse, traiter sur le fond les questions liées à l'emploi et aux qualifications !

Un tel projet, déterminant pour l'ensemble des salariés de notre profession, n'a de chance d'aboutir qu'à l'unique condition qu'il soit porté unitairement par tous en engageant un débat de fond sur les pratiques et le fonctionnement syndical ! La mise en place de Newsprint a permis de mettre en avant les premiers signes encourageants d'une

réflexion collective syndicale, seule clef d'une démarche rassemblée !

Enfin, cultiver notre tradition de solidarité ne fait de doute pour personne, la solidarité fait partie des racines de notre organisation syndicale. Elle est le fondement des grandes conquêtes sociales. C'est précisément à ces fondations que patrons et gouvernement ne cessent de s'attaquer, privilégiant les démarches individuelles et le sectarisme qui viennent nourrir la peur puis la haine de l'autre pour finir dans le racisme, la xénophobie et le repliement national prôné par l'extrême-droite.

Bruno Suaire Sud-Ouest

Je tiens à rappeler la nécessité absolue de se rassembler afin de s'opposer aux attaques incessantes des patrons de presse. Le choix stratégique du propriétaire du groupe Ebra de sortir du Spqr en 2016 ne doit pas signifier la sortie des sections syndicales du groupe de la Filpac. L'ensemble des sections syndicales de tous les titres a conscience des difficultés rencontrées au sein du groupe Ebra. Elles rencontrent les mêmes dans leur titre. Une réflexion au sein de la délégation Filpac est en cours afin de peser sur les choix patronaux néfastes pour les salariés. Les sections syndicales du groupe doivent impérativement être présentes dans cet espace de réflexion. Pour terminer, je rappellerai cette phrase (de Thierry Le Paon) parue dans une publication confédérale : « Il convient moins de chercher le rassemblement des meilleurs que le meilleur des rassemblements. »

Hubert Strauel Syndicat du Livre de Mulhouse

Comment allons-nous construire une force syndicale dans cette situation ? Notre seul adversaire, c'est le Crédit mutuel, véritable fossoyeur d'un groupe qui comptait 7 500 salariés et qui est passé à 4 500 salariés. Ils ont fermé cinq centres d'impression, supprimé un gratuit à Mulhouse... Depuis 2011, la stratégie est de laisser qu'un seul journal en Alsace, voire un seul journal pour toute la région.

Notre fédération devrait avoir une réflexion très large sur la presse, sur tout le territoire. Et nous aurions préféré des orientations sur cet aspect primordial. D'autre part, j'insiste en réitérant ma demande pour la candidature de Nadia Slimani au Cen.

Christian Pierrat L'Est républicain

Comme le proposait Gérard Letréguilly, il nous faut une réflexion sur l'imprimerie et pourquoi pas sur la convention collective qui devrait la couvrir. La question se pose tant en Pqn qu'en Pqr.

Gérard Sénécal Chapelle-Darblay

Notre industrie est sabordée, les emplois sacrifiés. Dans les instances paritaires nous y perdons toujours. Seule la lutte dans l'action paye.

Amar Lagha Secrétaire général du Commerce et services

Notre fédération regroupe 80 branches, plus de 120 conventions collectives et 46 000 syndiqués. Comme vous le savez dans nos champs professionnels il y a beaucoup de précarité, du temps partiel imposé, surtout aux femmes, mais aussi des nouveaux métiers qui montent en puissance. Je pense au secteur du service à la personne où un salarié peut se retrouver avec 4 employeurs simultanés.

Nos secteurs ont toujours servi au patronat et au gouvernement de laboratoire d'expérimentation pour la dérégularisation et la libéralisation du travail. (...) Malgré l'éclatement du salariat, un turn-over très élevé, des contrats à temps partiel (15 heures), des salaires extrêmement bas, voire en dessous du



Dans le labeur, 80 % des salariés travaillent dans de petites entreprises. Que veulent les patrons ? Cassez nos conventions collectives ! Ils remettent en causes nos acquis.

Mario Ciona
(Syndicat du Livre de Bordeaux)



Smic... nous arrivons à nous organiser et avoir des résultats aux élections professionnelles, pouvant même dépasser les 50 % dans certaines entreprises. Chez Monoprix, nous avons obtenu un score de 53 %, mais aussi réussi à faire annuler et faire condamner l'enseigne à 750 000 euros d'amende pour non-respect du Code du travail.

Nous mobilisons aussi : le 23 juin, 800 camarades ont manifesté devant Bercy pour dénoncer la loi Macron... De la solidarité de la part des structures régionale et fédérale, comme à Marseille, où neuf salariées du magasin Casino sont en grève depuis 26 jours pour dénoncer leurs conditions de travail.

Cette solidarité, nous souhaitons aujourd'hui l'élargir au-delà de notre fédération. Mes chers camarades de la Filpac, votre fédération et la nôtre sont étroitement liées de par les métiers qui les constituent. Nous avons, par le passé, toujours pu compter sur vous, camarades de la Filpac. Vous pourrez également compter aujourd'hui sur nous, le commerce.

Vive la solidarité entre les travailleurs et vive la Cgt!

David Jourdan Infopro Digital

Plus grave encore que la loi Macron, Rebsamen ou les conséquences du rapport Mettling, un big bang se prépare dans les branches professionnelles. La Filpac va devoir se positionner sur ce sujet. Certaines branches professionnelles ne concernent que quelques milliers de personnes. Certaines conventions, quelques centaines, bien en deçà des tailles critiques.

Nous devons nous coordonner pour préparer ces futures négociations. A défaut, le risque est un basculement massif de salariés vers la pire convention collective qui soit dans nos secteurs : Syntec. Ce processus a déjà commencé.

Romain Orhant Oberthur Fiduciaire

Quel avenir pour le labeur et sa convention collective ? Quels sont nos objectifs ? Comment mobiliser dans un secteur laminé par les fermetures d'entreprises et les suppressions d'emplois ? L'Unic, elle, estime que la convention du Labeur est un frein à l'activité économique. La Cgt Oberthur Fiduciaire est donc dans l'attente d'informations sur cette remise en cause de nos droits. Pour cela nous avons besoin de relais au niveau de la fédération, comme le font très bien entre eux les directions et Drh dans leur communication. Cela est vital ! Sans information, nous ne pouvons pas mobiliser les salariés, nous ne pouvons pas peser, nous ne pouvons pas lutter.

Mario Ciona Syndicat du Livre de Bordeaux

Dans le labeur, 80 % des salariés travaillent dans de petites entreprises.

Que veulent les patrons ? Cassez nos conventions collectives ! Ils remettent en cause nos acquis. Nous sommes intervenus à un symposium et cela les a troublés, mais ils savent qu'ils ont besoin de partenaires sociaux pour négocier. Cette situation a permis de créer des liens entre les petites entreprises et de l'émulation syndicale. Nous avons rédigé un 4-pages avec des éléments d'information très pratiques, comme les salaires, les congés... Un deuxième 4-pages est en préparation pour les TPE.

Catherine Tahai Adrexo

« Choisir son camp ! » nous pose un vrai problème. Dans le champ professionnel, nous avons deux fédérations Cgt, la Filpac et la Fapt. Le délégué syndical central désigné par les deux fédérations pose un réel problème. Celui-ci « mange dans la gamelle du patron ». Il a signé, malgré l'opposition de la Filpac, le Pse, supprimant plus de 120 délégués syndicaux, le protocole électoral, etc. Les salariés et syndiqués ne com-

prennent pas, ils s'interrogent sur la Cgt. Nous demandons donc la démission du Dsc pour qu'il soit remplacé par quelqu'un de crédible qui défend les droits des salariés.

Pascal Leboulch Responsable de la distribution

Je souhaite rebondir sur les propos du secrétaire général du Commerce qui montrent que nos slogans de congrès – rassembler, construire... – peuvent être pertinents pour d'autres organisations de la Cgt. Malheureusement, toutes les fédérations ne sont pas aussi ouvertes. Une en particulier, la Fapt, qui refuse notre proposition d'organiser, sous l'égide des deux fédérations, une réunion avec tous les cadres militants Cgt d'Adrexo et Mediapost afin de définir une charte de fonctionnement Cgt dans ces deux entreprises. Comment rassembler dans la Cgt si cette volonté n'est pas partagée par tous les protagonistes ? Et comment appliquer nos décisions de congrès si les orientations d'une autre fédération empêchent leur mise en œuvre ? ●

8^e Congrès
www.filpac.cgt.fr
filpac cgt
Rassesembler
pour
revendiquer

CONSTRUIRE
LA SOLIDARITÉ,
CHOISIR SON CAMP,
VAINCRE
L'AUSTÉRITÉ

23-26 novembre
2015
MONTREUIL

Le livre,
le papier et
la communication

DOCUMENT D'ORIENTATION

CONSTRUIRE LA SOLIDARITÉ ET LA CONSCIENCE DE CLASSE

RÉCIT INITIATEUR N° 2

Trop politique ? Le printemps 2015 est marqué par l'aboutissement d'offensives longues. Le Code du travail est décrété globalement contournable par une loi baptisée du nom d'un gérant-associé de la banque Rothschild devenu ministre. Une loi jamais votée mais qui met à bas un pan entier du droit, à savoir le caractère particulier du droit social, distingué du Code civil par sa fonction de correction permanente de la trop grande asymétrie des pouvoirs de l'employeur face au salarié. La spécificité nationale des prud'hommes saute par élimination programmée de la juridiction, le fait syndical est interdit dans les TPE et remplacé par une commission paritaire patronat-syndicat, le patron dispose du droit d'unifier les IRP en « délégation unique du personnel » (DUP...), la loi Rebsamen venant ajuster la loi Macron.

Si la Filpac Cgt fournit à ses syndicats les explications détaillées de ces lois, la conséquence pratique dans l'entreprise pour les salariés et les délégués est peu envisagée, donc peu anticipée. L'atmosphère est plutôt à se prémunir de la révélation aux salariés de ces catastrophes politiques pourtant annoncées. Recherche de la tangente, de l'échappatoire ? Au sommet de l'Etat et du patronat il n'est question que de lutte des classes, de condamnation du salariat comme coût exorbitant, d'entretien d'un chômage du plus haut niveau possible, d'éradication du droit social en fonction des impératifs libéraux de l'Union européenne. Comme si, à cette vaste offensive visant à expulser tout problème social de la scène centrale, il n'était pas question de répondre. Le congrès doit relever cet autre défi, celui de la solidarité et de la conscience de classe.

Marianne Ravaut éditions L'Harmattan

Le conflit d'Air France comporte des traits communs qu'on va retrouver ailleurs. Exemple une manifestation de soutien aux migrants, suite à laquelle 58 personnes ont été convoquées au commissariat. Comment faire face, car la répression alourdit encore les difficultés. Du coup le lien solidaire devient crucial. La criminalisation de l'action syndicale va frapper. Il nous faut nous préparer dès maintenant.

Fabrice Roy Ds PagesJaunes

Le combat prend différentes formes et touche en fait à tout. Chez nous, un

accord handicap a été passé. Le travail syndical s'étend à tous les aspects de la vie au quotidien.

Steve Beneteau Paris Normandie

S'il faut construire la solidarité, c'est qu'il en manque. D'ailleurs nos statuts la prévoient, et elle est présente au cœur de nos convictions. La solidarité emprunte tous les chemins, tous les azimuts, à l'égard des autres entreprises en particulier. Si la solidarité n'avait pas fonctionné à notre égard dans le conflit de Paris Normandie, notre titre aurait disparu. Les attaques de Michel Lucas du Crédit mutuel contre la convention collective de la Pqr montrent que la coordination solidaire est indispensable. Comment construire la solidarité autour des titres d'Ebra. Elle repose sur les actions dans les entreprises, ainsi nous attendons les mouvements concrets dans les titres du Crédit mutuel.



Les attaques de Michel Lucas du Crédit Mutuel contre la convention collective de la PQR montrent que la coordination solidaire est indispensable.

Steve Beneteau
(Paris Normandie)

Bernard Margras Job Toulouse

Ceux qui ont mené la lutte de Tartas ont rappelé dans leur livre qu'ils accordaient leur aide à qui la demandait. Nous avons intérêt à aider ceux qui n'ont rien, et ouvrir la solidarité vers les populations, qui en retour nous aident ; Job, même 15 ans après la fin de l'usine, continue à fonctionner comme syndicat Cgt et reste en prise avec la population.

Bruno Suaire Som Cgt

En 2013 la demande des congressistes était de retirer l'Ani, alors que l'Ani était traité par la direction confédérale

comme quelque chose à négocier. Dans les commissions avant cet Ani, pas de négociation. Or, cet Ani est devenu la loi, et comporte des mesures contre la représentation syndicale. La vraie difficulté consiste à mobiliser, à entraîner dans la rue.

Mais les attaques sont tellement fulgurantes que les salariés à l'entreprise reviennent vers le syndicat pour le solliciter. C'est dire que l'espace de discussion se reconstitue. Il est urgent de se coordonner pour réagir contre Lucas.

Catherine Tahai Adrexo

La solidarité à Adrexo a fonctionné et nous avons besoin de son unité pour avancer.

CONGRÈS
filpac cgt

**CONSTRUIRE
LA
SOLIDARITÉ**

RASSEMBLER POUR
REVENDIQUER,
CHOISIR
SON CAMP,
VAINCRE
L'AUSTÉRITÉ

23/26
novembre
2015
MONTREUIL

www.filpac.cgt.fr

Le livre, le papier et la communication



L'outil du web, You Tube et autres cochonneries, ne devrait-il pas nous servir, en mettant en pratique nos savoir-faire et en collectivisant nos informations?

Michael Grangé
(Syndicat du Livre)



Cyril Fournet
Gascogne Dax

Il revient sur le problème posé par Bernard, concernant Tartas. Pourquoi avoir 165 syndiqués sur 220 environ, et pourtant rester confinés dans l'entreprise, en regard du passé de lutte.

Michael Grangé
Syndicat du Livre

L'outil du web, You Tube et autres cochonneries ne devrait-il pas nous servir, en mettant en pratique nos savoir-faire et en collectivisant nos informations?

Pascal Auguste
Pôle formation Filpac

Il nous faut reprendre la main sur le travail passe par la formation Chsct. Nous organisons le partage des connaissances, les expériences, le savoir. Le rôle de la commission formation est de pratiquer des formations en toute liberté par rapport à des organismes commerciaux. Tous les outils Chsct sont traités au plus près des réalités du travail.

Les méthodes de management sont également examinées. Les formations sont insuffisamment pratiquées par les détenteurs de mandats électifs. Un livret est mis sous presse pour présenter les formations Atmp, Chsct.

Jean-François Ropert
SGLCE

Sur ce chapitre, la conscience de classe n'est pas innée, il faut être convaincu d'un intérêt de classe. La solidarité peut être utilisée de différentes façons.

L'orientation n'est pas lisible aussi facilement que ça, c'est un document initiatique. Dans ce cas, le parcours de la Filpac l'amène à rejeter l'institutionnalisation du syndicalisme. Mais il ne faut pas tout rejeter, pas même le CES. S'agissant du chapitre 3, là aussi l'évolution de la Filpac est nette, sur la charte revendicative par exemple. ●

INTERVENTION

Face aux attaques permanentes, nous avons besoin de solidarité

EMMANUEL VIRE
(SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SNJ CGT)

CHERS CAMARADES, CHER MARC Il y a deux congrès de fédérations que je ne raterai pas. Celui de la fédération du Spectacle et, bien sûr, celui de la Filpac. Les deux fédérations avec lesquelles, au quotidien, dans les entreprises nous menons la lutte. Une lutte âpre, difficile mais vitale.

La Filpac, comme le Snj-Cgt a fait le choix d'un syndicalisme de lutte, de revendications, de transformation sociale. Un syndicalisme qui s'oppose au compromis permanent des syndicats dits réformistes, ceux qui participent à la destruction de tous nos acquis. Car comme vous l'avez dit dans votre bilan d'activité « plus le rythme des réactionnaires s'emballent plus le patronat en veut, encore plus ».

Un syndicalisme qui s'oppose à son institutionnalisation organisée par exemple par la loi Rebsamen. Mais qui s'oppose aussi à des pratiques opaques inacceptables de la direction confédérale avec des délégations sans mandat clair. Comme nous avons pu le vivre avec cette loi Rebsamen sur le prétendu dialogue social. Les dégâts de cette période sont considérables, d'ailleurs lors du Ccn de la semaine dernière les dirigeants des organisations ont voté les repères revendicatifs à l'exception de ceux consacrés au dialogue social.

Le congrès de la Cgt aura lieu à Marseille en avril prochain. Ce congrès doit être celui de la reconquête, d'une Cgt à nouveau dans l'action, offensive. Nous devons tourner la page de la défaite de 2010 sur les retraites et sortir de notre torpeur. Le congrès de la Filpac doit être un élément fort de la préparation de notre congrès confédéral. Au même titre que le congrès de la Fédération des services publics qui a lieu cette semaine à Poitiers.

Face à cette déferlante libérale, à ces offensives patronales permanentes la Filpac et le Snj-Cgt se sont retrouvés au sein du collectif 3A, avec d'autres fédérations et UD, afin de vaincre l'austérité et travailler à une alternative sociale et politique. Nous aurons d'ailleurs à en faire le bilan ensemble.

Que de combats communs depuis votre dernier congrès !

Je souhaiterais m'arrêter quelques instants sur la lutte que nous avons menée ensemble pour la survie de *la Marseillaise*.

Une lutte qui a abouti à un communiqué commun Filpac-Snj Cgt Ud 13, qualifié par nos organisations d'historique : « Convaincus de la nécessité absolue de préserver le seul titre régional progressiste des régions Paca et Languedoc-Roussillon d'autant qu'il est le garant du pluralisme de la presse et par là-même de la démocratie, toutes les composantes de la Cgt font corps pour relever le défi de sa survie. Ce communiqué historique s'inscrit dans un processus commun constructif et revendicatif,

dont la première pierre est celle de construire la pérennité du quotidien régional avec l'ensemble des salariés, dès à présent, dans l'opportunité d'un nouveau projet. »

Nous avons ensemble géré cette situation et je tiens à remercier pour leur aide la Filpac de Vitrolles. Là aussi, il nous faudra tirer un bilan. Si le journal a survécu, il est plus que temps que la direction de *la Marseillaise* respecte les droits des salariés.

A l'AFP, contre la casse des conventions collectives et la privatisation rampante voulue par le Pdg Hoog, nous menons la lutte ensemble avec le Sglce et l'Bp Ufict-lc. La mobilisation doit s'amplifier dans les prochains jours.

Je souhaite aussi citer les actions et le travail en commun réalisé avec l'Ufict-lc. Là aussi nous avons besoin de solidarité entre nous et à nous aider face aux attaques permanentes des patrons. Ce qui est sûr c'est que face à un patronat de la presse réactionnaire et qui joue la fin du paritarisme nous devons être unis. C'est pour cela que le Snj-Cgt a décidé par exemple de ne pas signer l'accord formation de la Pqr malgré les tentatives de nous diviser des patrons ou des syndicats réformistes.

L'année 2015 est une année terrible depuis *Charlie* jusqu'aux attentats du 13 novembre. Nous ressentons un sentiment de dégoût sur l'après *Charlie* et l'attitude des pouvoirs publics.

(Les patrons) cherchent à brouiller le sens de notre métier. Le journaliste produit au kilomètre sans savoir pour quel support ou titre il écrit.

« Plus rien ne sera jamais comme avant », « le jour d'après, c'est celui où nous devons plus que jamais être déterminés à défendre une presse plurielle, libre et indépendante », déclarait Fleur Pellerin le 7 janvier au soir. Qu'en est-il 11 mois après ? La loi sur la sécurité intérieure, la loi sur le renseignement et maintenant l'état d'urgence reconduit pour 3 mois. Et il ne s'est trouvé que 6 députés pour voter contre. Avant le changement de Constitution, la déchéance de nationalité.

Dans cette atmosphère étouffante de « pseudo union nationale » la position de la Cgt, la déclaration du CCN feront date. Nous pouvons en être fiers.

Enfin, je voudrais aborder la question de la transformation numérique et des effets sur notre secteur et en particulier les journalistes. Ils subissent un bouleversement beaucoup plus fort que la Pao à l'époque. C'est la nature, le sens du métier du journaliste qui est touché. Les patrons cassent les rédactions, les solidarités pour transformer les journalistes en « couteaux suisse ». C'est le rêve de ces nouveaux patrons.

Avant d'arriver à développer des algorithmes, ils cherchent à brouiller le sens de notre métier. Le journaliste produit au kilomètre sans savoir pour quel support ou titres il écrit. Ensuite un « chef de gare » est chargé d'alimenter les tuyaux. C'est pour le Snj-Cgt la mort du métier de journaliste. Face à cette situation, nous devons développer les solidarités et le travail en commun.

Tous dans la rue le 2 décembre pour défendre les libertés syndicales et les camarades d'Air France Je vous remercie.

Vive la Filpac, vive la Cgt ! ●

DOCUMENT D'ORIENTATION

CHOISIR SON CAMP

RÉCIT INITIATEUR N° 3

La nouvelle situation ouverte par l'adoption de la loi Macron et de la loi Rebsamen est d'autant plus délicate à aborder que les instances confédérales ont tout bonnement refusé le rendez-vous majeur du printemps 2015. La loi Macron est passée sans coup férir. Le refus de l'affrontement au gouvernement libéral, la politique du silence et de la mobilisation absente s'inscrivent dans une désormais longue dérive vers une orientation non dite, non assumée mais réellement pratiquée. En l'occurrence le renoncement à un syndicalisme de mobilisation au profit d'une institutionnalisation chimérique. La Cgt ne doit pas éviter plus longtemps un débat sur ses objectifs généraux. Pas plus qu'elle ne peut oublier de rendre compte de son mutisme global, de sa quasi-disparition de la scène centrale, de la très étrange pratique secrète des négociateurs censés représenter les intérêts généraux des adhérents.

La Filpac Cgt a estimé très tôt que la question portait bien moins sur la personnalité des dirigeants que sur la question majeure de l'orientation, des revendications, des objectifs généraux. La situation créée handicape lourdement le travail des syndicats. Comment expliquer que face à des attaques sans précédent contre le Code du travail, face à des mesures qui protègent le licenciement au détriment du licencié, l'actionnaire au détriment du chômeur, les instances confédérales ont regardé ailleurs ?

Ce sont donc des syndicats Filpac Cgt traversés par mille interrogations sur l'avenir de leur confédération qui abordent les tâches des années à venir.

Le parti pris est de définir ici les tâches de la Filpac Cgt de cette façon : quel que soit le diagnostic posé sur l'état de la confédération, quel que soit le pronostic sur les capacités de rebond de la structure nationale aujourd'hui en panne, les besoins de défense des salariés par une Filpac Cgt combative doivent être satisfaits.

Cela signifie que la Filpac Cgt n'opte pas pour une autonomie totale à l'égard de la confédération, pas plus qu'elle ne se place en position d'attente subordonnée à l'apparition de lumières qui pourraient s'allumer au congrès confédéral.

Les syndicats de la Filpac Cgt déterminent leur orientation et leurs tâches en fonction des impératifs de la situation sociale, dans le respect intégral du fédéralisme. Ils souhaitent ardemment que ce qu'ils déterminent pour eux-mêmes puisse être

partagé par toute la confédération.

Mais, en tout état de cause, ils feront tout ce qu'ils pourront pour que les décisions prises par les assises nationales de la Filpac Cgt soient appliquées malgré les difficultés supplémentaires descendues de l'appareil confédéral.

Les forces actuelles de la Filpac et de ses syndicats leur permettent d'envisager les tâches avec cet état d'esprit : pour faire face, pour tenir le choc, pour préserver et développer un syndicalisme indépendant des patrons et des gouvernements, l'engagement nécessaire est supérieur à celui qui était requis précédemment, parce que la prise de risque est plus forte.

Il ne s'agit pas seulement de réduire l'écart entre « le dire et le faire », ce qui est en soi une tâche majeure. L'engagement pour passer du « dire au faire » devra prendre une autre dimension pour aboutir. Cet engagement ne se corsete pas par des règlements, ne se codifie pas par des chartes, il est affaire de lucidité sur la nécessaire solidarité et sur la pratique liée à une conscience de classe.

Julien Léri
Le Monde

Etre à la Cgt c'est être moteur pour la transformation sociale de notre société. Changer la société, c'est être au quotidien capable de comprendre, d'analyser, et de faire évoluer positivement les conditions de vie et de travail de ses collègues et du coup de soi-même. La solidarité ne se décrète pas, elle s'applique ! Notre camp ne se choisit pas, il est et doit être celui de la conquête sociale ! En tant que militant cégétiste, syndicat, fédération, confédération, l'état d'urgence syndical est à proclamer et surtout à faire vivre. Chaque lutte de salarié de notre fédération, ou autre d'ailleurs, pour faire valoir leurs droits, faire évoluer leur condition salarial, maintenir leur entreprise en activité doit être appuyés par l'ensemble de nos structures. Arrêtons de vouloir juger si une lutte « mérite » d'être soutenue. Le patronat lui, ne se pose jamais de question lorsqu'il doit unifier ses forces pour soutenir ceux qui s'enrichissent sur le dos des salariés. Etre uni et solidaire, c'est agir. De plus, sur le contexte international dans lequel nous nous trouvons, la Cgt doit jouer son rôle de porte-parole et de mobilisateur pour la paix. Prôner la paix c'est s'opposer à la barbarie. Vive la Filpac, vive la Cgt!

Patrice Dudragne
DS JC Decaux

Nous prenons en pleine face le numérique, ça touche le métier et la base de



Avec cette « avancée » technologique nos collègues du labeur, du papier et des imprimeries risquent de payer très cher la facture. Le numérique va en effet supprimer la fabrication et l'affichage de plusieurs millions d'affiches.

Patrice Dudragne
(Ds JC Decaux)



la société JC Decaux, mais aussi d'autres grands groupes d'affichage. Dans ces entreprises, les directions vont licencier ou transformer les emplois. Chez Metrobus, ils n'affichent plus, ils sont devenus « hommes de ménage » et n'ont plus d'évolution professionnelle possible. Avec cette « avancée » technologique nos collègues du labeur, du papier et des imprimeries risquent de payer très cher la facture. Le numérique va en effet supprimer la fabrication et l'affichage de plusieurs millions d'affiches.

Guillaume Dumoulin
DSC SAD

Nous parlions ce matin de solidarité. Mon intervention s'inscrit dans la continuité de ce débat. Le gouvernement est solidaire du patronat pour discriminer l'action syndicale. On peut citer par exemple les cinq de Roanne d'Edf, de l'Afp ou encore la camarade d'Adrexo qui nous expliquait hier son cas de licenciement puis de réintégration. Je viens d'apprendre que le procureur de la République requiert deux ans de prison contre nos camarades de Goodyear qui se battaient contre la fermeture de leur site. Le cas le plus emblématique est celui des salariés d'Air France. Alors que nous nous battons légitimement, l'unique réponse est le mépris et la répression.

Le tandem patronat-pouvoirs publics fait cela bien évidemment pour casser toute volonté, tout espoir de lutte en faisant des exemples. Le capitalisme serait la fin de l'histoire. Le syndicat Cgt Air France et notre confédération appellent à une grande journée de mobilisation le 2 décembre. Comme Didier Lourdez et d'autres intervenants l'ont évoqué dans leurs précédentes interventions, quelles décisions prennent les congressistes sur cette initiative et les modalités d'action ? Pour information, les fédérations des ports et docs et des services publics appellent à des arrêts de travail. Ceux qui vivent sont ceux qui luttent !

Daniel Muller
Sg de l'Ufr Filpac

Nous avons une revendication à la Cgt qui est la Sécurité sociale professionnelle tout au long de sa vie qui pourrait être une réponse aux interrogations des « causes » de l'évolution du numérique dans nos professions. Il nous faut précéder et non pas subir comme trop souvent les évolutions technologiques. Appuyons-nous sur la formation professionnelle pour ouvrir des perspectives aux salariés. Il faut aussi positiver : oui à l'évolution technologique maîtrisée, non à l'évolution subie.

Gérard Letréguilly
Sg de Sip

Je souhaite rappeler l'importance de la Sécurité sociale professionnelle. Certains nous prédisent 3000 chômeurs dans les années à venir.

Il y a une accélération dans les nouvelles technologies, mais la machine est-elle au service de l'homme ? Nous sommes dans des secteurs qui sont en train de s'affaiblir, et contrairement à ce que j'ai entendu, la formation ne suffira pas. Il faut plutôt se battre pour que la modernisation soit au service de l'homme.

Quant aux attentes envers la fédération, la direction fédérale n'est pas le secrétariat mais le Cen. Toutes les décisions que l'ont prend sont collectives ; nous sommes la direction de la fédération. D'ailleurs, je n'attends pas l'autorisation de Marc, de David ou Pascal pour prendre une décision ou pour communiquer.

Brahim Bouchareb
L'Alsace

Quel est le rôle du secrétariat fédéral si ce n'est d'intervenir lorsqu'il y a des problèmes dans les entreprises, directement et non par le biais du Cen ? J'aimerais une réponse du secrétaire général.

INTERVENTION

Le numérique doit être l'affaire des salariés

 MARIE-JOSÉ KOTLICKI
(SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE L'UGICT CGT)

LE TITRE DE VOTRE DÉBAT « choisir son camp », nous convient bien car l'Ugict-Cgt a pour vocation la transformation des rapports sociaux dans l'entreprise, la bataille contre le partage de la pénurie au sein du salariat et le refus de laisser les ICT aux mains du patronat, le rassemblement du salariat dans la lutte de classes contre le capital. Et il va falloir passer aux actes dans le cadre de la révolution numérique. Marc m'a demandé de présenter quelques réflexions de l'Ugict Cgt sur ce sujet. À la différence des révolutions antérieures, celle du numérique se déroulera sur une ou deux décennies au lieu de plusieurs siècles. Nous entrons dans une période charnière pour le droit du travail et notre modèle social...

Des moyens pour une maîtrise sociale du numérique

Choisir son camp pour la Cgt implique de se donner les moyens de maîtriser le sens de ces transformations pour renouer avec la notion de progrès en articulant progrès technologique, économique et social.

Si le capital saisit pour prétexte le numérique pour flexibiliser les hommes... La Cgt veut flexibiliser les machines et les organisations du travail pour libérer les hommes et reconnaître leur créativité.

La lutte de classes est donc frontale... Utilisons les nouvelles contradictions du capital face au numérique et en ouvrant des perspectives sociales et économiques.

La lutte de classe est donc frontale... Utilisons les nouvelles contradictions du capital face au numérique. (...)

Ces transformations peuvent être autant de progrès, de renouveau et de relance de l'industrie manufacturière en France.

Le numérique accélère l'évolution du tissu économique... Dans l'industrie, on passe d'une fabrication de produits de masse à une personnalisation et diversification des produits et des services. (Michelin ne vend plus des pneus, mais un nombre de kilomètres garantis ou un pourcentage d'économie de carburant.)

La culture du numérique, fondée sur le travail collaboratif, l'innovation ouverte et partagée, bouscule les logiques managériales de l'organisation du travail assises sur la concurrence et l'individualisation des rapports. Ce développement de produits et de services intégrés... peut permettre un nouveau rebond de l'industrie en France, mais cela suppose une reconstruction d'un socle de l'industrie



manufacturière... Cela nécessite une vision partagée de l'industrie en France intégrant les services qui lui sont liés, des nouveaux modes de consommation et de production plus respectueux

de l'environnement. Sans action sur ces leviers, nous raterons le tournant du numérique au plan économique.

Au plan social, le capital prend prétexte des nouvelles formes d'emplois qui se développent sur des plate-formes numériques pour annoncer la fin programmée du salariat, plus exactement du statut de salarié, qui céderait la place aux travailleurs dits « indépendants » dont l'autonomie rimerait avec précarité - ces travailleurs à la frange du salariat, sont quasi exclus de toute protection sociale et sans référence de paiement de la qualification. Ils pourraient aussi être utilisés comme élément de dumping social contre le salariat.

Luttons contre la déréglementation tous azimuts

Bien entendu, le souhait de l'extinction du statut du salarié va de pair avec les attaques contre le Code du travail.

Plutôt que de déréglementer le Code du travail, ce dernier doit être non seulement sauvegardé, mais renforcé. Pour éviter une dérégulation sociale, une montée de la précarité et un dumping social à travers ces contributeurs du numérique, il convient d'élargir le statut du salarié à ces travailleurs dont le lien de subordination se matérialise dans la dépendance économique vis-à-vis de ces prédateurs du numérique.

Il faut renforcer des droits collectifs pour l'intervention et le rôle décisionnel des IRP et des Chsct et imposer un droit de regard sur l'organisation et les charges de travail.

L'impact du numérique sur la démocratie est un enjeu important... L'objectif, à partir du vécu au travail et de l'expertise des salariés, est de permettre à chacune et chacun d'avoir une visibilité sur les transformations en cours.

L'Ugict-Cgt travaillera avec ses organisations sur des propositions à préciser, compléter et faire valider grâce au débat avec les salariés... Renforçons les collectifs de travail tout en libérant l'autonomie, l'initiative et la créativité... Agissons pour que le numérique soit l'affaire des salariés et adoptons un mode de transition garantissant l'emploi, le développement et sécurisant les mobilités professionnelles. ●

Jean-François Ropert Sglce

Toujours concernant le rapport Mettling : au Cen on a décidé de descendre ce rapport sans qu'il y ait au préalable un débat. Il y avait la question des auto-entrepreneurs, par exemple et je pense que nous sommes complètement en retard par rapport à la réalité.

Pascal Akoun Sglce

Je ne me retrouve pas dans la communication papier de la fédération. Comment fonctionne-t-on pour la com ? Ni contenu ni fonds, c'est un gros problème. Cette communication est plus gauchiste que fédérale.

Réponse de Marc Peyrade

Essayons de dominer une polémique non constructive dans ce débat et trouvons entre nous une méthode de travail plus efficace. Pourquoi le secrétaire général de la Filpac devrait-il s'exprimer et participer au moindre événement, alors qu'il y a des délégations qui ont été désignées pour le faire. Il n'y a pas de disfonctionnement entre nous. La réunion dans les actions et les négociations de la Pqr et de la Pqn incarne une démarche nouvelle qui avait permis de mettre en place une grève nationale PQR et PQN confondues, et cela en fonction des moyens de chacun pour réaliser cette action.

Cela va dans le sens de la prise en compte par tous de leurs responsabilités.

Un secrétaire général qui signerait des accords et qui ensuite expliquerait que ce sont de bons accords... Nous avons fait le choix au dernier congrès d'initier une démarche de responsabilisation. Certains d'entre vous sont secrétaires d'un syndicat, vous savez donc qu'il faut gérer certains problèmes.

Quant au 7 Jours, nous n'avons jamais empêché quiconque d'écrire. Nous avons espéré un réseau de communication s'appuyant sur des correspondants, dont les membres de la direction fédérale... cela ne s'est pas fait.

Sandrine Debenath L'Alsace

Le but de nos interventions n'est pas de polémiquer. Certainement un peu de rancune. Nous avons juste besoin d'un soutien fédéral à la hauteur de l'attaque. Il nous manque des réponses concrètes et surtout de pouvoir dire chez nous que la fédération nous soutient.

Nadia Slimani Syndicat du Livre de Strasbourg

Pour nous la fédération n'a rien fait. Pourquoi ?

Réponse de Marc Peyrade

Le soir du lock-out, on ne pouvait pas laisser les choses se faire. Il fallait que l'ensemble des entreprises du groupe Ebra fassent grève... Seulement, l'ensemble des entreprises n'ont pas fait grève. ●

INTERVENTION

Agissons pour relancer l'activité des imprimeries

 GÉRARD LETRÉGUILLY
(SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SIP CGT)

MES CHERS CAMARADES,
Un document d'orientation nous été communiqué, afin de pouvoir débattre aujourd'hui. (...) il faut reconnaître que le document d'orientation présenté est tout à fait d'actualité avec la dégradation sociale de notre pays (...)

Concernant la presse et ses imprimeries : si la situation que traversent la presse quotidienne et les imprimeries qui concourent à sa fabrication était prévisible tenant compte des choix stratégiques, des groupes de presse et de la baisse de volumes que nous constatons déjà à l'époque, nous avons vécu ces deux dernières années une accélération du mouvement dans de nombreuses imprimeries de la Presse. En moins d'un an deux imprimeries de la presse parisienne ont fermé leurs portes, il s'agit de la SICAVIC « Imprimerie du *Parisien* » et Lmi, imprimerie du *Monde*.

Ces fermetures ont été négociées unitairement par l'ensemble des syndicats parisiens BP, SGLCE et Comité inter.

Pour la première fois la négociation ne s'est pas ouverte sur fond de modernisation mais bien sur une restructuration liée à la baisse des volumes dans toutes les imprimeries de presse. Alors que les directions comptaient emmener les syndicats sur la conclusion d'un unique plan social, les organisations ont imposé un cadre de négociations qui devait porter sur la mise en œuvre d'un véritable plan de filière qui prenne en compte la réalité de la situation mais qui ouvre de nouvelles perspectives pour le secteur de l'imprimé dans un contexte d'accélération des investissements dans les supports numériques.

Un nouvel accord proposé sur cinq points

En premier lieu cela doit se traduire par l'investissement dans de nouveaux outils capable de faire évoluer le support papier et de lui apporter une véritable valeur ajoutée. « Qu'il s'agisse de têtes numériques embarquées de salles de finitions de papier connectées ou autres. ».

Le deuxième point porte sur le développement de la charge avec l'apport des suppléments de la presse ou publications réputées IPG, dans les centres d'impressions équipés d'outils adaptés.

Le troisième axe découlant des conséquences des deux premiers points doit engager la mise en place d'une table ronde composée des différents acteurs du secteur et des représentants de l'Etat afin de définir le périmètre presse et les

conditions d'obtentions des aides publiques. « Dès lors que nous considérons que la presse d'information est un bien public au service de la démocratie, la partie industrielle doit être prise en compte par le législateur et cela sous-entend une refonte des conditions d'obtention des aides à la presse dans un contexte où les multiples rapports gouvernementaux recommandent d'arrêter l'investissement dans les outils offset. » Le quatrième volet doit permettre une véritable reconnaissance de la pénibilité pour les métiers exercés dans les imprimeries afin dans un premier temps de réduire celle-ci mais également de définir le financement de départs anticipés à partir de la caisse professionnelle de garantie de salaire.

Enfin le dernier acte portant sur les mesures de reclassement des salariés jugés en sureffectif. Si cet accord a permis de limiter la casse au niveau de l'emploi dans le cadre de reclassement dans les différentes imprimeries de la Pqn et de départs anticipés, s'il a permis de poser les problèmes de fond qui sont aujourd'hui posés à notre filière, il a cependant créé ou accentué de nouveaux problèmes et ne règle pas définitivement la question de l'avenir des imprimeries de presse sur le territoire. Il ne règle pas le problème pour le moment parce que malgré nos efforts et nos rencontres avec la direction générale des médias nous ne sommes pas parvenus à mettre tous les acteurs autour de la table (...) Si nous pouvons considérer que la presse parisienne est provisoirement entrée en phase de stabilisation, il n'en est rien des centres d'impression en régions qui pour un certain nombre sont en sous-activité et deviennent très dépendants de la stratégie industrielle des groupes de presse régionale ou des imprimeries de labeur.

Un avenir chargé de nuages

Quelle évolution pour Nancy-Print dans un contexte de restructuration des imprimeries du groupe Ebra dans l'Est ?

Quelle évolution pour l'imprimerie Midi-Print qui se situe à 30 kilomètres de *Midi-Libre*, elle-même faisant l'objet d'un vaste plan de réorganisation dans le groupe des journaux du Midi ?

Quel avenir pour les centres de Lyon et Toulouse qui fonctionnent deux heures par nuit pour imprimer *L'Equipe* et *Aujourd'hui en France* qui vient d'être racheté par LVMH.

Que va-t-il se passer dans le Sud entre *Nice Matin*, *la Provence*, les journaux du Midi et la Pqn ?

Si les stratégies de groupe peuvent sembler différentes elles ont toutes le même fil conducteur : continuer de réduire les coûts d'impression (...), le patronat a besoin de faire exploser les conventions collectives en même temps qu'il modifie les périmètres traditionnels. Au regard du boulevard que leur ouvre Macron,

Concernant notre organisation syndicale, cela sous-entend que nous nous mettions d'accord sur ce que nous considérons être de la presse et du labeur et que nous déterminions de nouveaux champs et un fonctionnement syndical adapté.

Rebsamen, il a désormais tous les outils pour accélérer le mouvement.

Ces premières réflexions partagées lors des différentes réunions PQN et PQR confirment que nous devons poursuivre notre action de mobilisation pour la mise en place d'une table ronde avec l'ensemble des acteurs, qu'il s'agisse des éditeurs, des imprimeurs ou des représentants de l'État.

S'organiser et rassembler autour d'une stratégie claire

Concernant notre organisation syndicale, cela sous-entend que nous nous mettions d'accord sur ce que nous considérons être de la presse et du labeur et que nous déterminions de nouveaux champs et un fonctionnement syndical adapté. Ce peut être l'occasion pour certains syndicats, en particulier les syndicats parisiens, de travailler à la refonte de leur structure et permettre le rassemblement du plus grand nombre. En région, à la suite des dernières réunions PQN-PQR il apparaît clairement que nous devons faire évoluer le fonctionnement du groupe de travail imprimerie pour définir une stratégie claire et précise partagée par tous les salariés que nous représentons. Pour cela, les camarades ont retenu le principe de réunions croisées PQN-PQR par région.

La Fédération devra proposer un calendrier dès le prochain CEN.

(...) Il est urgent d'accélérer notre action pour un nouveau plan de filière qui doit s'adosser à une reconnaissance de l'outil industriel comme une composante indissociable des moyens de communication au service de la presse d'information avec ce que cela justifie en matière de statut social, de conditionnement des aides à la presse, d'accompagnement social, de reconnaissance de la pénibilité, etc. ●

DOCUMENT D'ORIENTATION

VAINCRE L'AUSTÉRITÉ

INTERVENTION

Le bon équilibre

RÉCIT INITIATEUR DU TEMPS PRÉSENT

Le juillet 2015 grec a fonctionné comme un attentat contre la résistance à l'austérité. Les dynamiteurs venaient du haut du pouvoir européen, parti à l'assaut de la place force athénienne. 11 millions d'habitants sur 132 000 km² produisant 1 % du PIB de l'Union européenne devenaient la cible d'une violence inouïe pratiquée par des institutions européennes censées représenter la solidarité, la paix, l'union. Un référendum Syriza offrait au peuple l'occasion de dire non à l'austérité planifiée par la Troïka (80 % d'OXI chez les jeunes - 61 % au total). « Eh bien, que ce Tsipras vienne donc dans la vraie Europe s'expliquer », éruçaient les dirigeants de l'Union. Ils n'organisèrent pas une « négociation » mais la mise en scène d'une capitulation.

De justesse (et la messe n'est pas dite...) la demande des intégristes libéraux fut repoussée qui exigeaient l'exclusion du pays entier de son propre continent. Il n'exista à l'échelle du continent qu'un seul média, relayant la voix de son maître, la Finance. Bientôt le « Grexit » (Grèce exit - sortie de la Grèce, jusqu'à la nausée ils l'ont répété), panique organisée contre la banque grecque, campagne ouvertement raciste contre les Grecs, le bal des serviles médiatisés a servi la guerre éclair du Capital financier contre un peuple souverain. Comme en France en 2005, le référendum a dit non et ce sera quand même oui. Oui à quoi ? À un accord ? Non, à un diktat obtenu par l'arme de l'argent refusé au gouvernement légitime du pays. Lequel passe sous tutelle de la Troïka, qui impose la destruction des protections sociales et la braderie des biens nationaux au profit des banques et du système financier.

Le riche armateur, la puissante Eglise, le lobby militaire, les trois maux de la Grèce, sont épargnés. Mais le peuple paie. Pour les maîtres de l'Union, les Grecs sont une foule esclave au service d'une dette qu'ils n'ont pas contractée. Seule la banque est sacrée. Ils sont prêts à vendre le Parthénon et le site d'Olympie pour que la Banque ne perde pas un centime et continue de spéculer sur... la dette grecque.

Le suivisme institutionnel, l'inertie temporisatrice, le doute languissant ne sont plus de mise. La violence de l'Union européenne a donné un formidable coup d'accélérateur à la question centrale : comment faire échec à l'austérité, comment bâtir une alternative au libéralisme, fondée sur la satisfaction des besoins des peuples.

Yacine Ahmed
(Dila Paris)

Nous ne devons rien laisser passer. Comme les organisations syndicales, les organisations d'employeurs ont l'obligation de transparence économique et donc de déposer leurs comptes. Dès lors, dans les instances où nous siégeons en face d'organisations d'employeurs, ne nous privons pas de vérifier s'ils sont bien représentatifs en ayant déposé leurs comptes, car eux ne manqueront pas d'aller vérifier les nôtres. ●

 CYRIL FOURNET
(SYNDICAT GASCOGNE DAX)

BIEN-ÊTRE - LIBERTÉ - SOLIDARITÉ - CGT, c'est l'essence de notre moteur syndical Cgt. Mais que se passe-t-il quand la diversité des analyses n'est plus de mise ? N'est-ce pas un signe du déclin quand la réflexion se synthétise à quelques cerveaux d'experts ? L'actualité mérite mieux que ça. Il y aurait une Cgt molle, réformiste peut-être, et une Cgt dure, seule garante des valeurs qui la composent. Entre le pas assez et le trop de politique, il y a le bon niveau. A nous de le rechercher dans la discussion et la confrontation des idées.

Construire un véritable projet de société

Toute vie, tout mouvement est basé sur la notion d'équilibre. Je partage avec bon nombre de camarades que la Cgt doit être en capacité de construire un véritable projet de société axé autour du monde du travail. Nous sommes les auteurs /acteurs de notre avenir et pour cela, nous devons appréhender au mieux le présent, la situation, pour imaginer le meilleur. Le fil rouge de cette construction devra être stratégique. Un chiffre édifiant : il y aurait aujourd'hui, sur 10 syndiqués Cgt quittant le monde du travail, 7 qui décideraient de stopper leur adhésion. A l'évidence, ces partants s'étaient syndiqués pour une prestation de service uniquement. Ce syndicalisme de service, destructeur des solidarités, est une réalité vécue dans nos entreprises. Ne pas intégrer cet état d'esprit nous conduirait encore une fois à se voiler la face sur des vérités qui nous dérangent. Appréhender que le salariat évolue sur ce schéma nous aidera à mieux construire et comprendre les échecs des mobilisations. Si le pessimisme est d'humeur, l'optimisme est de volonté. Je le suis quand je lis le rapport d'orientation et notamment quand on évoque la reconstruction d'une appartenance de classe, là comme disent mes enfants je kiffe. Dans ce contexte, nous ne pourrions rassembler que si nous, Cgt, sommes rassemblés et cessons de croire que notre capacité à rassembler est intacte en préconisant les mêmes méthodes et stratégies. Cessons de vouloir croire au plein-emploi basé sur la seule croissance et sur le même modèle économique.

Travailler mieux et moins en gagnant plus

L'évolution technologique est exponentielle et basée sur la robotique et la mécanisation à tout crin. Qui peut croire que la robotique crée ou créera de l'emploi ? Les robots se fabriquent avec des robots et l'obsession du capitalisme est de produire toujours plus avec toujours moins d'hommes pour le plus grand bonheur de ceux qui l'organisent. Je crois en l'avenir du projet Cgt quand il promet un modèle social basé sur 32 heures de travail hebdomadaire. Parce qu'il n'y aura jamais assez de



travail pour tous, nous serons contraints de le partager pour au moins trois raisons.

La première est liée à l'épuisement de la croissance économique. La deuxième raison a trait aux enjeux écologiques. Aussi « verte » soit-elle, la croissance sera amenée à devenir plus sobre, plus qualitative, ce qui

renforcera le phénomène précédent. La troisième raison est liée aux évolutions de nos sociétés et aux aspirations des individus. Cette revendication utopique pour certains « travailler mieux, moins tous, en gagnant plus » représente le progrès et le bon sens.

Non à l'extrême droite !

Donc j'enrage quand des spectateurs votant pour l'extrême droite endossent le rôle de victimes n'ayant plus aucune responsabilité. J'enrage quand, réfugiés derrière le « tous pourris », ils fonctionnent pour notre plus grand malheur. L'effet spectateur annihile toute forme de résistance en diluant les responsabilités et les réactions. Les seules responsables seraient ceux qui ont en charge la défense de leurs intérêts et nous ne serions que les coresponsables d'un système en échec, ayant organisé notre propre institutionnalisation.

Noble mission : défendre les intérêts des salariés

Mais nous, résistants, nous représentons l'avenir. Nous portons l'immense responsabilité d'être garants de la défense des intérêts généraux des salariés. Cette noble mission ne pourra se poursuivre qu'avec un salariat ayant relevé la tête, assurément vers les étoiles, c'est aussi ça, choisir son camp. ●



PUBLICITÉ

Constructeurs d'alternatives

Groupe 3e

Cabinets d'expertise et de Conseil engagés aux côtés des seuls élus du personnel et de leurs organisations syndicales

Nous pouvons vous assister pour :

- ▶ Favoriser la compréhension de la situation économique de l'entreprise et de son groupe d'appartenance
- ▶ Accompagner les échanges avec les salariés et leurs organisations syndicales
- ▶ Susciter des actions réfléchies et critiques sur les stratégies actionnariales
- ▶ Analyser les situations de travail
- ▶ Analyser les logiques industrielles et les choix d'investissements
- ▶ Approcher les problématiques sociétales et les logiques de territoires
- ▶ Analyser les politiques de prévention et de gestion des risques professionnels
- ▶ Etude des politiques de rémunérations et de formation



Principales missions possibles d'assistance aux élus et représentants du personnel (notamment art. L 2325-35, L 1233-24-1, L 1233-57-17, L 5125-1 et L 4614-12 du Code du travail) :

- ▶ Examen annuel des comptes, des documents prévisionnels et assistance à la commission économique
- ▶ Examen des orientations stratégiques de l'entreprise **(Nouveau)**
- ▶ Expertises portant sur les risques graves et les projets importants
- ▶ Procédure d'alerte,
- ▶ Projet de licenciements économiques,
- ▶ Recherche d'un repreneur en cas de fermeture d'un site **(Nouveau)**
- ▶ Comptabilités des Comités d'Entreprise et Organisations Syndicales ; Commissariat aux comptes
- ▶ Analyse des stratégies économiques et sociales des groupes
- ▶ Assistance aux Organisations Syndicales représentatives : **(Nouveau)**
 - ☞ projet d'accord de maintien de l'emploi
 - ☞ projet d'accord collectif majoritaire dans le cas d'un «grand licenciement»




METZ (siège social) 1 avenue Foch - BP 90448 57008 METZ Cedex 1 Tél : 03.87.17.32.60 Fax : 03 87 15 79 56	PARIS 83, avenue Philippe Auguste 75011 Paris Tél : 01 55 25 77 77 Fax : 01 55 25 22 46
--	--

Présent dans toutes les régions françaises,

Veolia contribue au développement
et à l'attractivité des territoires
en accompagnant les industries,
les villes et leurs habitants
dans l'usage optimisé de leurs ressources
en eau, énergie
et matières issues des déchets.

Découvrez comment sur veolia.com

Ressourcer le monde 



Collage Résistant(s)

Monographie de Mustapha Boutadjine

70€

320 pages, 152 œuvres de l'artiste, 116 auteurs

Préface d'Ernest Pignon-Ernest
Postface de Patrick Le Hyaric,
directeur de *L'Humanité*, député européen

+ 1 DVD : la version spécialement montée pour l'occasion du film d'Hamid Benamra, *Bouts de vies, bouts de rêves*, consacré à Mustapha Boutadjine

+ 1 dépliant de deux mètres reproduisant la fresque réalisée par les enfants de Toulouse à partir des enseignements de l'artiste, lors du festival Rio Loco

Publié par les **Éditions Helvétius**
avec le soutien de la **Filpac-Cgt** et de la ville de **Bagneux**

EN VENTE PENDANT LE CONGRÈS,
EN PRÉSENCE DE MUSTAPHA BOUTADJINE, AVEC UNE EXPOSITION DE SES ŒUVRES

Expertise PSE
Conseil Analyse OS
Risques Psychosociaux Gestion Droits des élus
Comptabilité des CE CHSCT CE Formation
Accompagnement Plan social Comptes annuels

Assistance
Qualité de Vie au Travail

LES CLEFS POUR ANTICIPER ET AGIR



L'expertise au service des élus CE et CHSCT

Décrypter les comptes, anticiper les difficultés, démêler les impacts de réorganisations, cerner les enjeux sur l'emploi et les rémunérations, éclairer sur la stratégie des actionnaires, repérer les conséquences sur l'organisation du travail... mais aussi, prévenir le stress dans l'entreprise, analyser les conditions de travail et détecter les facteurs de risques, proposer des solutions...

Chaque jour, nos consultants experts, présents à Paris et en Région, sont au service des élus, des CE et des CHSCT pour leur permettre d'anticiper et de mieux agir.

www.apex-isast.fr

twitter.com/Apex_
facebook.com/apex-isast

PORTRAIT

Franck Sailliot, « Lutter contre la cessation d'activité »

Délégué syndical central, secrétaire du comité
du groupe ArjoWiggins

PAR JEAN-PIERRE GHIOTTO



La papeterie de Wizernes, le joyau de Saint-Omer

Franck travaille chez ArjoWiggins, groupe franco-français qui fait partie du groupe Sequena dans lequel la banque Bpi France est majoritaire et qui appartient donc à l'État français.

La papeterie de Wizernes, un des joyaux du groupe, située à côté de Saint-Omer, dans le nord de la France, coulait des jours

heureux dans le pays du chicon (endive) et du chou-fleur, au bord du fleuve l'Aa (fleuve cher aux cruciverbistes) qui accueille sur ses rives pas moins de cinq papeteries.

La direction d'ArjoWiggins décide au mois d'avril 2014 d'arrêter la production papetière de Wizernes.

Ce que refusèrent les salariés qui entrèrent en lutte avec leur syndicat pour s'opposer à cette cessation d'activité. Grâce à l'action entreprise et non pas grâce à l'État français, cette cessation n'interviendra qu'au mois de juin 2015.

Été 2015 : 215 licenciements

Entre juin et fin septembre 2015, 250 licenciements sont prononcés. L'occupation de l'usine a commencé le lundi 16 juin. Les camarades licenciés participent également à l'occupation de l'entreprise jour et nuit, week-end compris, avec les 48 salariés restant encore en activité, mais sans production à assurer.

La solidarité avec les camarades en occupation s'est développée et ils y puisent l'énergie nécessaire pour continuer leur combat. Qu'il s'agisse de la présence physique de camarades sur le site mais aussi la solidarité financière. Le soutien de la population locale et de ses édiles est aussi un réconfort ainsi que le positionnement des médias, comme *la Voix du Nord*, qui publie des articles favorables soutenant les salariés en lutte.

La distribution au détriment de la production

Le groupe Sequana fabrique et distribue le papier, mais il cherche actuellement à recentrer son activité en grande partie sur la distribution au détriment du reste de la production.

Après avoir fait part de sa volonté d'arrêt d'activité, la direction a tenté de récupérer ses logiciels administratifs et de production, ainsi qu'un stock de pâte sèche d'une valeur de 1,2 million d'euros mais cela lui a été refusé par le syndicat qui s'en est emparé. De même que le prétendu entretien programmé de la turbine génératrice d'électricité n'a pas été accepté par les salariés qui ont flairé le piège un peu grossier de priver l'usine de l'élément essentiel à la vie dans l'entreprise. ●

La direction a tenté de récupérer ses logiciels administratifs et de production, ainsi qu'un stock de pâte sèche d'une valeur de 1,2 million d'euros.

INTERVENTION

Reconstruire solidarité et travail collectif pour les ingénieurs, cadres et agents de maîtrise

Intervention de Laurent Gaboriau, secrétaire général de l'Ufict Lc Filpac

SYNTHÈSE DE JEAN-PIERRE GHIOTTO

LAURENT intervient sur la syndicalisation des ingénieurs, cadres, techniciens et agents de maîtrise (Ictam) nécessaire à la réalisation d'un syndicalisme de masse où chacun doit trouver sa place et éviter que ne se produisent des divisions, des incompréhensions dans le salariat, préjudiciables à la construction du rapport des forces dont nous avons impérativement besoin.

Un exemple

Smart, société détenue par la riche Daimler, a réussi à passer le temps de travail des 35 heures légales à 39 heures payées 37, en faisant voter les salariés dont les cadres. 56 % de votants, 75 % des ouvriers votant contre le projet patronal, mais les cadres plus nombreux font basculer le résultat en faveur de l'entreprise.



Comment peut-on en arriver là ?

Si une activité spécifique digne de ce nom avait été menée, le résultat aurait sûrement été différent. Car là où nous menons une activité tournée vers les Ictam nous finissons par reconstruire solidarité et travail collectif...

Il faut aller vers ces salariés. Il faut aussi aller dans tous ces nouveaux secteurs de l'économie low-cost dans lesquels nous retrouvons beaucoup d'Ictam mais aussi des jeunes diplômés et des femmes de plus en plus nombreuses.

Une fédération qui est tournée vers l'avenir utilise et s'appuie sur son outil, l'Ufict,

Si nous voulons donner corps à notre ambition de transformation sociale, cela nécessite d'être en capacité de représenter l'ensemble du monde du travail.

pour gagner la syndicalisation de tous ces Ictam à partir de leurs besoins.

L'Ufict ! Ce n'est pas une fédération bis, c'est un prolongement de la Fédération sur les enjeux spécifiques. C'est-à-dire l'outil pour aider tous les syndicats à syndiquer les Ictam.

Si nous voulons donner corps à notre ambition de transformation sociale cela nécessite d'être en capacité de représenter l'ensemble du monde du travail.

Pour cela, il s'agit non pas de parler au nom des Ictam et de ce que nous supposons être leurs préoccupations et revendications, mais de leur donner les moyens de les élaborer eux-mêmes en leur proposant les outils pour le faire et en les alimentant par nos repères revendicatifs. ●

LE CONGRÈS

PROGRAMME du jeudi 26 novembre / 8 h 30 > 13 h 00

8 h 30	Réunion du bureau du congrès
SIXIÈME SÉANCE	
9 h 00	Compte rendu commission des statuts Débat et vote modification des statuts
10 h 00	Intervention de Philippe Martinez, secrétaire général de la Cgt
10 h 30	Présentation des candidats au CEN retenus par la commission des candidatures
10 h 45	Election du Cen et de la Commission de contrôle financier, pause (20 min) ☕
11 h 10	Proclamation des résultats des élections
11 h 15	Réunion du Comité exécutif national (les délégué(e)s sont en pause)
12 h 00	Présentation de la direction fédérale et Salut aux partants
12 h 15	Intervention de clôture Clôture du congrès
13 h 00	Repas fraternel 🍴

Le centre de ressources et d'expertise 360° au service des professionnels du plurimédia.

En partenariat avec AGEFOS PME - CGM

IDEP
Institut de développement et d'expertise du plurimédia

50 rue Angoulême
29207 Quimper
T 02 97 18 14 90
F 02 97 18 14 72
www.com-idp.fr

AU CŒUR DU LANGUEDOC-ROUSSILLON

DÉCOUVREZ LE
Camping Le Navarre à VIAS-PLAGE (HÉRAULT)

www.campinglenavarre.org

78 mobile homes

70 emplacements de camping, piscine, aire de jeux, activités

acas
Association pour la coordination des actions sociales et culturelles des travailleurs des industries de base, du papier et de la communication

L'action de l'ACAS est soutenue par la **filpac cgt**
Le fil, le papier et la communication

534, avenue de la Méditerranée
34450 Vias Plage
Hérault, Languedoc-Roussillon
Tel. : +33 (0)4 67 21 64 05

GROUPE LOURMEL
Prévoyance, Retraite, Santé, Action Sociale des Industries Graphiques

60 ans d'expertise au service de votre Protection Sociale !

LA SANTÉ **LA PRÉVOYANCE** **LA RETRAITE** **L'ACTION SOCIALE**

Le Groupe de Protection Sociale des Professionnels des Industries Graphiques depuis plus de 60 ans.

Défendre vos intérêts en offrant les meilleures solutions à vos besoins spécifiques en matière de Protection Sociale, notre raison d'être depuis plus de 60 ans ! Découvrez nos offres de protection collective et individuelle adaptées à vos besoins, à ceux de vos salariés et des retraités de la profession. **Parlons-en !**

0 809 10 28 08 Service gratuit + prix appel
Du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h

www.lourmel.com

Le Groupe Lourmel regroupe la caisse de retraite professionnelle (CARPILIG/R) et la caisse de prévoyance (CARPILIG/P) du livre et des industries graphiques - 108, rue de Lourmel - 75718 Paris Cedex 15. N° SIRET : 399 111 228 00017